

Financer la défense en Région Sud

Un impératif de souveraineté industrielle



Financer la Base Industrielle et Technologique de Défense

Un moment de rupture stratégique

L'Europe traverse une recomposition stratégique majeure. La guerre aux frontières de l'Europe, de nouveaux risques géopolitiques ou encore l'urgence de l'autonomie stratégique vis-à-vis notamment des Etats Unis font entrer le financement de la défense dans une ère nouvelle. Il ne s'agit plus d'une question administrative ou budgétaire : la capacité à mobiliser des financements adaptés conditionne désormais la souveraineté européenne et française.

Dans ce contexte, l'Union Européenne déploie une véritable économie de défense pour accélérer la production, renforcer la résilience industrielle et consolider la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD). Au niveau européen, le Plan ReArm mobilisera jusqu'à 800 milliards d'euros. En France, la Loi de Programmation Militaire 2024-2030 prévoit 413 milliards d'euros, +40 % par rapport à la période précédente, avec un budget annuel approchant 70 milliards en 2030.

La Région Sud s'inscrit pleinement dans cette dynamique, avec 50 millions d'euros déjà engagés et un objectif de 300 millions sur cinq ans. Cette mobilisation traduit la reconnaissance de la BITD comme pilier de souveraineté.

Pour la Région Sud, l'enjeu est historique et vital : la région concentre une présence militaire permanente, des infrastructures stratégiques majeures et un tissu industriel de défense à fort impact économique.

La BITD y constitue un levier stratégique incontournable, générant emplois, innovations technologiques et capacités d'exportation, tout en assurant la sécurité et la prospérité du territoire.

La Région Sud : un acteur central de la Défense

- **2ème pôle de défense national**
- **Plus de 2 000 entreprises actives dans le secteur de la défense, dont 400 spécialisées BITD**
- **Près de 20 000 emplois industriels dédiés à la Défense**
- **Un poids économique considérable de la filière : 6 milliards d'euros**
- **3 pôles de compétitivité : SAFE, Aktantis, Pôle Mer**

Les défis financiers de la BIDT

Des entreprises face à des contraintes structurelles

Si la BITD française dispose d'un socle solide d'expertise et de savoir-faire, cet écosystème repose largement sur des PME souvent fragiles : des marges limitées, des cycles d'innovations, de certification et d'achats longs, des besoins de trésorerie importants notamment pour financer du BFR ou de nouvelles capacités de production, une dépendance à quelques grands donneurs d'ordre publics ou privés, et des technologies qui évoluent vite voire trop vite.

Elles évoluent dans un environnement exigeant, où contraintes techniques, impératifs financiers et obligations réglementaires se combinent et complexifient la trajectoire de croissance et d'industrialisation.

Financer la défense en Région Sud

Un impératif de souveraineté industrielle

- **La faible prévisibilité et la volatilité des commandes publiques** exercent une pression continue sur le fonds de roulement, tandis que la **dépendance à un nombre restreint de grands donneurs d'ordre** accroît le **risque stratégique** et fragilise la résilience économique en cas de retard ou d'annulation de programmes
- **Les cycles d'innovation**, historiquement longs, **s'accélèrent fortement**, en particulier dans les technologies critiques (IA, cybersécurité, drones), imposant des investissements continus sur des horizons incertains et une anticipation technologique et industrielle accrue.
- La maîtrise des actifs stratégiques devient un enjeu central, tant pour la sécurité économique que pour le contrôle des technologies sensibles. Les innovations duales constituent un levier technologique intéressant à valoriser dans le secteur de la défense, mais la **prise en compte des enjeux de souveraineté** peut entrer en tension avec les logiques commerciales (volonté parfois d'exclusivité du secteur de la défense), notamment pour les PME.
- Enfin, la **gouvernance familiale**, fréquente dans ce secteur, garantit souvent stabilité et ancrage territorial, mais limite également l'ouverture du capital et la structuration de tours de table significatifs.

Structurer un continuum de financement robuste

De la R&D amont à la montée en puissance industrielle

Pour répondre à ces enjeux, le financement de la BITD doit se structurer avec une diversité d'acteurs publics et privés dont la complémentarité peut un atout, à condition d'être organisée en un continuum cohérent.

En amont, l'intervention publique joue un rôle crucial pour accompagnement l'émergence des technologies et dérisquer les projets. Les dispositifs déployés par Bpifrance (aides, avances, prêts), les financements régionaux et FEDER/FED, ainsi que les programmes de la DGA tels que RAPID (Régime d'Appui à l'Innovation Duale), soutiennent la maturation technologique, le prototypage et la levée des verrous. Ils absorbent une part du risque R&D et sécurisent l'émergence de technologies souveraines.

Lorsque les premières preuves de concept et marques d'intérêt apparaissent, le relais est assuré par les investisseurs en capital innovation, publics et privés. Le capital innovation apporte à la fois financement, expertise sectorielle et structuration stratégique, marquant la transition entre risque technologique et risque industriel.

« L'enjeu est de construire une chaîne de financement lisible, alignée sur les besoins réels du cycle d'innovation et d'industrialisation »

À mesure que les marchés se confirment et que les besoins de production s'intensifient, d'autres instruments prennent la main : capital-développement, dette bancaire ou privée, lignes intermédiaires BEI – désormais mobilisables pour des projets de la filière défense – et dispositifs Bpifrance de modernisation industrielle.

Financer la défense en Région Sud

Un impératif de souveraineté industrielle

La dette peut être mobilisée à trois niveaux : via la dette bancaire classique, renforcée par les lignes et garanties de la BEI ; via la dette privée, plus agile pour financer des opérations moins bancables ; et via les prêts de Bpifrance, qui renforcent les quasi-fonds propres, partagent le risque avec les banques et déclenchent des tours de table plus importants.

En parallèle, le financement des infrastructures critiques — capacités d'essais, plateformes technologiques, data souveraine, infrastructures logistiques — repose sur des instruments dédiés : fonds d'infrastructures, FEDER, Banque des Territoires, ainsi que des montages souverains (PPP, DSP, concessions).

Ces schémas permettent de financer des actifs stratégiques (mobilité tactique, logistique, data souveraine) en combinant capitaux privés, co-investissements publics et gouvernance maîtrisée.

La Région Sud : moteur d'attractivité, de structuration et de coordination

Au sein de ce continuum, la Région Sud joue un rôle structurant. En tant qu'autorité de gestion et interlocuteur de proximité, elle harmonise les critères d'éligibilité, pilote un parcours d'accompagnement lisible et coordonne les financeurs afin d'assurer une trajectoire de financement fluide, de la R&D amont à l'industrialisation, au service de l'autonomie stratégique, de la compétitivité et de la résilience de la BITD régionale.

Elle mobilise, directement ou via ses opérateurs (Region Sud Investissement, risingSUD, pôles de compétitivité), les investisseurs privés et institutionnels en facilitant l'accès aux phases d'amorçage et de pré-série, en soutenant démonstrateurs et infrastructures d'essais, et en favorisant les coopérations entre acteurs émergents, industriels et laboratoires, afin d'accélérer l'innovation vers des solutions industrialisées, souveraines et compétitives.

La Région articule son action autour de 3 axes

- Sécuriser des moyens financiers adaptés aux enjeux de la défense, **en déployant un programme de 300 M€ sur cinq ans**, en coordonnant des financements régionaux, nationaux et européens. Ce dispositif s'appuie notamment sur **un partenariat avec la BEI** et sur **un partenariat unique en France avec le MinArm**, initié dès 2023, afin de soutenir le fonds de roulement, l'investissement productif et la modernisation industrielle des entreprises.
- Structurer une ingénierie de projets et de financements au service de la BITD, à travers une nouvelle **Opération d'Intérêt Régional dédiée à la Défense & Sécurité**, co présidé avec le MinArm, qui fait émerger des projets territoriaux structurants, en s'appuyant sur les pôles de compétitivité et risingSUD pour monter les consortiums, accélérer les projets de R&D et sécuriser leurs financements.
- Animer durablement l'**écosystème régional défense**, en s'appuyant sur les pôles, clusters et clubs d'entreprises (ex. Club Sud Drone) pour créer des communautés d'acteurs, partager les informations de marché, synchroniser les besoins publics et ressources privées, et faire de ces réseaux des lieux où se construisent les projets démonstrateurs et l'anticipation des priorités industrielles.